



# LES ECHOS DE LA PRESSE

numéro 11. Août



# MEDIAS NATIONAUX

Secteur tourisme





MADAGASCAR  
11 Août 2020

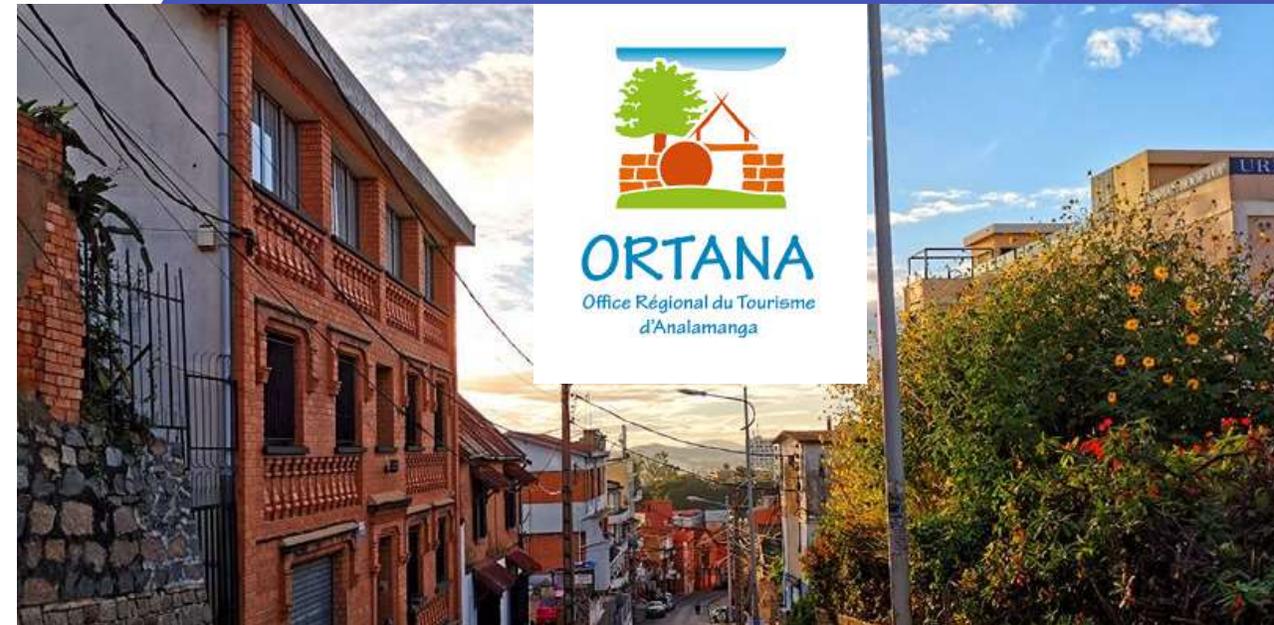
## ORTANA

« JE MARCHE DANS MA VILLE POUR MA SANTE »

<https://lexpress.mg/11/08/2020/environnement-la-vulnerabilite-des-aires-protgees-priorisee/>

L' Office Régional du Tourisme d'Antananarivo – ORTANA lance à partir de ce jour une randonnée en pleine ville, à travers l'initiative "Je marche dans ma ville pour ma santé". L'idée, parcourir des lieux historiques de la capitale à pied. Il s'agit entre autres de la Place de l'Indépendance, de l'Allée des bijoutiers, de la Maison Jean Laborde, ou encore de l'ancienne ville. Une trentaine de guide vont se relayer à partir de ce jour.

Les inscriptions se font auprès du kiosque de l'ORTANA dans le jardin d'Antaninarenina.





MADAGASCAR  
20 Août 2020

## TRANSPORT AERIEN 815 MALGACHES RAPATRIÉS DEPUIS JUIN 2020

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/08/12/aire-protégée-menabe-antimena-164-ha-de-forets-et-savanes-ravages-par-les-feux/>

Le mauvais rêve se termine pour des milliers de Malgaches bloqués à l'étranger depuis la suspension des liaisons aériennes et maritimes internationales. 815 d'entre eux ont pu rentrer au pays depuis Juin 2020, indique le ministère des Affaires étrangères sur sa page Facebook. Des centaines d'autres vont pouvoir prendre l'avion dans les prochaines semaines.

Selon une information publiée mercredi par le ministère des Affaires étrangères, « six vagues de rapatriements ont été effectuées suite à des négociations entre le gouvernement malgache et les autorités compétentes des pays d'accueil ». La première vague avait ramené 177 ressortissants malgaches du Koweït à bord d'un vol de Kuwait Airways le 8 Juin. Le 20 Juin, ce sont 130 Malgaches qui reviennent de Maurice avec un avion d'Air Mauritius. Le 6 Juillet, un avion d'Ethiopian Airlines ramène 213 passagers des Etats-Unis, du Brésil, du Royaume Uni et de plusieurs pays africains.

Le 9 Août, le président de la République annonce officiellement l'organisation de vols spéciaux de rapatriement pour ramener des Malgaches au pays. Le premier vol de rapatriement qui intervient après la déclaration présidentielle est encore un vol d'Ethiopian Airlines. Le 15 Août, celui-ci ramène 32 ressortissants malgaches venant de différents pays d'Afrique.



La compagnie aérienne nationale, Air Madagascar, pour sa part, est mobilisée le 15 Août. Le 16 Août, elle atterrit à Ivato avec 233 ressortissants malgaches en provenance de divers pays européens comme la France, l'Italie, la Norvège, l'Allemagne et la Belgique. Le 17 Août, elles récupèrent des Comores une trentaine de compatriotes bloqués sur place pour cause de confinement et de restriction de la circulation.

Les prochains vols de rapatriements sont attendus d'Inde le 20 Août, de La Réunion les 22 et 29 Août, et enfin d'Europe les 24 et 30 Août puis le 6 Septembre. D'autres vols sont encore prévus mais ni leur calendrier ni leur destination ne sont encore connus. « Les détails d'autres opérations de rapatriement seront fournis aux personnes concernées par le biais des représentations extérieures de Madagascar », indique le ministère. Celui-ci rassure de la poursuite de sa mobilisation « pour répondre favorablement aux demandes de rapatriements afin de n'oublier personne ». Au 14 Août, le nombre total de ressortissants malgaches inscrits sur les listes du ministère et des ambassades s'élevaient à 2180.



## FREMETURE DES FRONTIERES

### LES OPERATEURS TOURISTIQUES TIRENT LA SONNETTE

<https://lexpress.mg/21/08/2020/fermeture-des-frontieres-les-operateurs-touristiques-tirent-la-sonnette/>

Les préparatifs de la réouverture du tourisme à Nosy Be à partir du 1er octobre vont bon train. Les opérateurs de la grande terre attendent leur tour pour se relancer.

Sinistrés. **C'est** en ce sens que se qualifient les professionnels du secteur touristique depuis le début de la crise sanitaire. La longue période de fermeture des frontières, internationales et régionales, pèse lourd sur les tous les secteurs. « **L'État** se donne peu de moyens pour relancer réellement le secteur malgré le fait que le tourisme constitue 7% du PIB national. Sans compter les trois cent mille emplois directs générés par ce secteur sur la grande île et dont 90% sont présentement en chômage technique et de ce fait, près de deux cent opérateurs touristiques étrangers envisagent de quitter Madagascar. La liste **s'allonge** de jour en jour à cause de la fermeture continue des frontières » **s'indigne** un professionnel du secteur. **D'après** ce dernier, le secteur fait vivre un peu plus **d'un** million et demi de Malgaches depuis les paysans qui approvisionnent les restaurants, les artisans, les pêcheurs **jusqu'aux** tireurs de pousse-pousse. Des petites mains du tourisme qui sont, **aujourd'hui** complètement occultés par la crise et qui se sont retrouvés sans revenus depuis plusieurs mois. Même cas pour certains malgaches qui sont restés à **l'étranger** depuis le début de la crise sanitaire.

#### Rapatriement

« À **l'heure** actuelle, les choix et critères des compatriotes pouvant être rapatriés ne sont pas clairs. De nombreuses personnes sont bloquées à **l'extérieur**, comme en France... Des Malgaches qui doivent rentrer depuis le mois de juin. Ils se trouvent là-bas sans accompagnement de **l'ambassade** malgache en France. Pourtant les autres pays, font de leur mieux pour rapatrier leurs ressortissants, ce qui **n'est** pas notre cas » explique notre interlocuteur.

Une façon pour ce professionnel de suggérer la responsabilité de **l'État** pour prendre les mesures adéquates face à la propagation du virus. Comme les tests PCR avant tout embarquement à destination du pays ou encore le port obligatoire du masque dans les lieux publics, les systèmes de désinfection des avions et l'utilisation du gel hydroalcoolique dans les avions et dans les aéroports.

« Certes, la réouverture du tourisme pour **l'île** de Nosy Be en début octobre est déjà une bonne chose pour le secteur. Cependant, Nosy Be **n'est** pas le seul site touristique à potentiel de la grande île qui serait en mesure de respecter les protocoles sanitaires imposés par la situation **d'état d'urgence** » arguent certains opérateurs de la grande terre. A partir du 1er octobre, un dispositif **d'accueil** sanitaire est mis en place dès **l'arrivée** des touristes à **l'aéroport**. Les compagnies aériennes autorisées à desservir Nosy-Be devraient respecter tout les protocoles élaborés par **l'Aviation** civile de Madagascar.

# MEDIAS NATIONAUX

Climat des affaires



## Politique

### DIALOGUE UE - MADAGASCAR

### DISCUSSION AUTOUR DE LA GESTION DU COVID-19, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION? DROITS DE L'HOMME ET LIBERTE D'EXPRESSION

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/08/17/dialogue-politique-ue-madagascar-discussions-autour-de-la-gestion-du-covid-19-lutte-contre-la-corruption-droits-de-lhomme-et-liberte-dexpression/>

Le huitième dialogue politique entre Madagascar et l'Union Européenne reflète la solidité d'un partenariat mature, engagé et loyal, particulièrement important dans le contexte de la pandémie.

L'Union Européenne a renouvelé son soutien et son assistance à la démocratie et au développement socio-économique de Madagascar et de sa population « . C'est ce qu'affirme le communiqué conjoint relatif à la rencontre entre l'Union Européenne et le Gouvernement Malagasy qui s'est déroulée vendredi dernier au Palais d'Etat d'Iavoloha. Une occasion pour les deux parties de faire le tour d'horizon de la coopération. Actuellement, la relation UE – Madagascar est au beau fixe. Force est de noter que dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, l'Union Européenne a déjà mobilisé et / ou réorienté près de 40 millions d'Euros pour aider la Grande île à faire face à la crise. En effet, l'action de riposte de Madagascar face au COVID-19 était au centre des discussions. L'Union Européenne a notamment demandé des éléments d'éclaircissement sur le Plan Multisectoriel d'Urgence et le Plan de relance économique post-COVID initiés par le Gouvernement. Les pays européens ont réaffirmé leur disponibilité à soutenir Madagascar dans la mise en œuvre de ces plans. Par rapport à cette crise sanitaire, l'UE encourage le Gouvernement malagasy à orienter ses efforts de relance économique vers des investissements verts qui sont essentiels pour renforcer la résilience future, pendant et après la pandémie. La « Team Europe » recommande en effet la mise en œuvre effective des mesures prévues en termes de pilotage, de revue et de contrôle. » Ce sont des éléments-clés pour renforcer la confiance dans la bonne gestion des fonds dont bénéficie Madagascar dans la lutte contre la pandémie « , selon l'UE.

## Plaidoyer

Ce dialogue politique était surtout une occasion d'engager des discussions sur les grands programmes de réformes initiés par l'Etat Malagasy, à savoir la Gouvernance, la Sécurité, les Droits de l'Homme, et la situation économique. Le Gouvernement a notamment présenté un plaidoyer concernant les activités liées à la lutte contre la corruption, notamment à travers la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de lutte contre la corruption, et les succès obtenus dans l'amélioration de la gestion des marchés publics. L'Union européenne a exprimé sa volonté de continuer à soutenir le gouvernement dans ce domaine. A ce sujet, les deux parties ont discuté de la récente proposition de réforme des Pôles Anti-Corruption (PAC) qui a provoqué des polémiques au niveau des acteurs concernés. En outre, ayant contribué pleinement à l'organisation des dernières élections à Madagascar, l'Union européenne a fait part de son souhait d'effectuer une mission de suivi après la mission d'observation électorale qu'elle a déployée lors des élections présidentielles de 2018 et les recommandations de cette mission pour la consolidation des acquis et l'amélioration de la gouvernance électorale..

## Gestion plus durable

En ce qui concerne la lutte contre l'insécurité, l'UE affiche un satisfecit par rapport aux réformes engagées dans ce sens et encourage la mise en œuvre de la restructuration de l'Armée. Même remarque concernant la question environnementale. » L'Union européenne a salué la volonté de Madagascar à s'engager vers une gestion plus durable pour (re)faire du pays une île verte, en ce qui concerne les ressources naturelles, notamment ses objectifs ambitieux de reboisement « . Toutefois, l'UE a exprimé sa préoccupation sur la situation actuelle du secteur, fortement aggravée par la pandémie de COVID-19, et a de ce fait encouragé le pays à prendre des engagements forts dans ce secteur et à les concrétiser de façon visible. L'UE qui s'est engagée dans un agenda ambitieux pour l'environnement et le changement climatique avec le Pacte Vert, a offert son plein soutien.

## Politique

### DIALOGUE UE - MADAGASCAR

### DISCUSSION AUTOUR DE LA GESTION DU COVID-19, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION? DROITS DE **L'HOMME ET LIBERTE D'EXPRESSION**

#### Examen périodique

Pour ce qui est des Droits de l'Homme, l'Union européenne a félicité le Gouvernement malagasy d'avoir accepté les recommandations formulées lors de l'examen périodique universel, en novembre 2019, et a encouragé Madagascar à saisir cette opportunité pour assurer un progrès concret avant le prochain examen de 2024. L'UE a d'ailleurs exprimé sa volonté d'accompagner Madagascar dans ce travail.

La partie malagasy a informé les partenaires européens que Madagascar déploie ses efforts pour la promotion de la liberté d'expression, mais a souligné qu'il est utile de rappeler les dispositions réglementaires particulières en vigueur au pays durant l'État d'urgence. C'est dans ce cadre que les restrictions en temps de crise et de situation d'urgence s'appliquent tout en respectant les dispositions légales ainsi que les critères de légitimité et les mesures prises dans le respect des Droits de l'Homme tels que prévus par les règles internationales applicables. Lors de la rencontre, l'Union européenne a aussi salué et encouragé le Gouvernement à continuer à s'engager sur l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information, garanti par la Déclaration universelle des droits de l'Homme et inscrit dans la Constitution de Madagascar. En quelque sorte, l'Union européenne interpelle le Gouvernement malagasy sur les questions de la liberté d'expression, les Droits de l'Homme et l'accès à l'information.





MADAGASCAR

17 Aout 2020

## Economie LFR 2020

### UN BUDGET RECTIFICATIF BASE SUR UNE PLANIFICATION PLURIANNUELLE

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/08/17/lfr-2020-un-budget-rectificatif-base-sur-une-planification-pluriannuelle/>

Anticiper la politique budgétaire pour la relance post-pandémie. **C'est l'un** des objectifs de la loi de finances rectificative 2020. Il **s'agit** en somme **d'un** budget à la fois destiné à parer aux urgences sanitaires et à se préparer pour la relance économique. Un budget rectificatif qui se distingue car il est le premier à être basé sur une planification pluriannuelle.

Pour répondre aux conséquences de la pandémie sur la société, les actions continuent à travers, par exemple, des dotations en équipements de soin contre la Covid-19, ou encore des distributions gratuites de vivres pour les plus démunis.

L'**opération** actuellement en cours, en l'**occurrence** l'**avance** octroyée aux agents du secteur privé via la CNaPS, témoigne de cette volonté du gouvernement de préserver la population **d'une** crise sociale sans précédent. En résumé, tout en attendant la victoire finale contre la Covid-19, les autorités continuent de **s'atteler** aux efforts pour la relance économique, et ce à travers les investissements socioéconomiques prévus par les 13 velirano du président de la République. « Dans le secteur social, la résilience de la population sera renforcée via des programmes à caractère humanitaire, telles que le ravitaillement des points de vente de produits subventionnés (Tsenamora), la mise en **œuvre** des transferts monétaires inconditionnels (Tosika fameno), des travaux HIMO et Argent-Contre Travail, la mise en place des comités « Loharano », l'**allocation** de primes pour les personnels soignants, la réhabilitation des systèmes de captage, de traitement et de distribution **d'eau**, la dotation aux ménages vulnérables de kits de désinfection, etc. Cette LFR soutiendra par ailleurs la mise en place des restaurants sociaux dénommés « Kaly Tsinjo » consistant à la distribution gratuite de repas en faveurs des plus vulnérables de quelques districts. La distribution à grande échelle de manuels scolaires (classes T1, T5, T9 et Terminale), sandales spéciales, kits, tabliers et tablettes sera également effectuée ».

### Infrastructures sociales

De plus, le Gouvernement poursuivra ses efforts en matière **d'infrastructures** sociales en priorisant la construction et l'**équipement** de centres hospitaliers, de centres de santé de base, de bâtiments et complexes sportifs, de campus universitaires, **d'établissements** scolaires, etc. Une grande importance a été portée sur la répartition équitable de ces installations au niveau des districts et des communes. Afin de solutionner le déficit en matière **d'éducation**, suivant les engagements de l'**Etat**, et en supplément aux objectifs fixés avec la Banque Mondiale ainsi **qu'aux** quotas propres aux gouvernorats, 476 salles de classe **d'EPP** réparties sur les 119 districts seront construites via cette LFR 2020. De même, la construction de 30 nouveaux EPP, 8 CEG, 6 lycées « manara-penitra » est prévue, ramenant le total des salles de classe au nombre de 1 100, supportées par ce budget. De plus, plusieurs dispositions innovantes seront entreprises au niveau du secteur de l'**éducation** afin **d'alléger** les charges des parents **d'élèves** et de garantir le fonctionnement des établissements scolaires, même dans les zones les plus reculées. Pour la santé publique, 10 centres hospitaliers « manara-penitra » seront achevés dès cette année, outre les nouveaux CSB et les autres réalisations telles que les rénovations et les extensions opportunes. Leurs équipements sont prévus dans la présente LFR, dont l'**installation** de système **d'alimentation** en énergie solaire afin de promouvoir l'**utilisation** des énergies vertes.

### Développement régional

Ce budget **d'anticipation** se caractérise par ailleurs par une priorisation du développement régional. « En matière de décentralisation, chaque région sera dotée des moyens nécessaires à la construction de routes pavées, de marchés et de salles de classe. Chaque région sera également dotée de lots **d'engins** de travaux publics, pour prendre en main la réhabilitation des routes dans son ressort territorial. En ce qui concerne la modernisation « manara-penitra » des communes, 30 communes rurales ainsi que 20 communes urbaines bénéficieront de ce projet dans un premier temps pour cette année ». En tout cas, même si on ne peut pas encore **s'attendre** à un miracle, ce budget rectificatif peut être considéré comme un point de départ vers l'**émergence** de Madagascar. Dans une récente présentation faite par le ministre de l'**Economie** et des Finances, cette LFR constitue une véritable planification pluriannuelle pour Madagascar. « Grâce au renforcement de la qualité des investissements publics, à une meilleure répartition spéciale, à une solide programmation pluriannuelle des dépenses, l'**Etat** a décidé de lancer un vaste chantier national de construction **d'écoles**, **d'universités**, **d'hôpitaux**, de barrages hydroélectriques, de routes, **d'usines**, sans oublier les infrastructures sécuritaires. Le budget rectificatif 2020 est le premier à se baser sur une véritable planification pluriannuelle à Madagascar. Il accorde une importance particulière au développement équitable en ne laissant aucun district de côté dans la mise en place **d'infrastructures** de développement. Il est également le premier à mettre en place les bases **d'une** croissance inclusive en déconcentrant les investissements publics et en donnant la possibilité aux entreprises locales de participer à la construction des ouvrages », selon cette présentation du ministre, Richard Randriamandranto.



MADAGASCAR  
18 Aout 2020

## Economie NOUVELLE PROLONGATION DU REPORT DES ECHEANCES DES OBLIGATIONS FISCALES FACE A LA CRISE SANITAIRE COVI-19

<https://web.facebook.com/orangeactu/photos/a.138058993221150/2670573356546128/>

Le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers la Direction Générale des Impôts, décide de prolonger les échéances des obligations fiscales.

Pour tous les secteurs confondus, le dernier délai pour la déclaration et paiement de l'impôt synthétique est reporté jusqu'au 15 du mois suivant la déclaration officielle de la reprise des activités normales dans chaque localité concernée.

Pour le secteur ciblé lié au tourisme ainsi que les entreprises franches industrielles, le dernier délai pour la déclaration et paiement de l'impôt sur les revenus est aussi reporté jusqu'au 15 du troisième mois suivant l'annonce de l'ouverture des frontières.

Pour les localités non concernées par les mesures de confinement, l'échéance reste maintenue au 15 août 2020.



### Communiqué

#### Nouvelle prolongation du report des échéances des obligations fiscales face à la crise sanitaire Covid-19

Face à la situation d'urgence sanitaire qui perdure, le Ministère de l'Économie et des Finances à travers la Direction Générale des Impôts, conscient des difficultés rencontrées par les contribuables à honorer leurs obligations fiscales, a décidé de prolonger les échéances des obligations fiscales suivantes :

Pour tous secteurs confondus, le dernier délai pour la déclaration et paiement de l'impôt synthétique est reporté jusqu'au 15 du mois suivant la déclaration officielle de la reprise des activités normales dans chaque localité concernée.

Pour le secteur ciblé lié au tourisme ainsi que les entreprises franches industrielles, le dernier délai pour la déclaration et paiement de l'Impôt sur les revenus est aussi reporté jusqu'au 15 du troisième mois suivant l'annonce de l'ouverture des frontières.

Pour les localités non concernées par les mesures de confinement, l'échéance reste maintenue au 15 Août 2020.

La Direction Générale des Impôts incite toujours tous les contribuables à utiliser les modes de déclaration et de paiement à distance déjà mis à leur disposition notamment eHetrayment, eHetraphone pour la région Analamanga et Hetraonline.

Fait à Antananarivo, le 17 AUG 2020  
Le Directeur Général des Impôts



GERMAIN  
Inspecteur des Impôts



MADAGASCAR  
20 Aout 2020

## Economie

# FONDS VERT POUR LE CLIMAT

### BIENTÔT LE LANCEMENT DU PROCESSUS D'ACCREDITATION NATIONALE POUR MADAGASCAR

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/08/20/fonds-vert-pour-le-climat-bientot-le-lancement-du-processus-daccreditation-nationale-pour-madagascar/>

Le Fonds Vert pour le Climat (FVC), mis en place dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), représente le plus important fonds climatique mondial avec un portefeuille total de 19 milliards USD en 2020.

Madagascar prépare le lancement du processus d'accréditation nationale pour le FVC. Le gouvernement malagasy, à travers le ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD), a officiellement lancé son programme de renforcement des capacités de Madagascar, en juillet dernier, afin que le pays puisse mettre en place tous les dispositifs appropriés pour collaborer efficacement avec le Fonds Vert pour le Climat (FVC). Ce fonds a été mis en place dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et représente à ce jour le fonds climatique mondial le plus important, avec un portefeuille total de financement s'élevant à 19 milliards USD en 2020. Cette étape préparatoire, également appelée « Readiness Program » est mise en œuvre avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et doit aboutir à la validation d'un « Programme Pays » d'ici janvier 2021. Ce Programme Pays structurera les projets et programmes prioritaires de Madagascar en matière de lutte contre les changements climatiques – en concordance avec les critères d'investissement du FVC ainsi que les priorités nationales.

### Un processus en progression

La mise en œuvre du Readiness Program est sous la coordination de l'Autorité Nationale Désignée (AND) qui, pour le cas de Madagascar, est sous l'égide du Bureau National des Changements Climatiques, du Carbone et de la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (BN-CCREDD+). L'AND assure le rôle de coordination nationale et de point focal direct entre le Secrétariat international du FVC et toutes les parties prenantes nationales et internationales. Elle a également pour obligation de s'assurer que les projets proposés au FVC répondent aux priorités établies par les stratégies nationales de lutte contre les changements climatiques. Des ateliers de consultations et des sessions de table-ronde sont actuellement en phase de gestation par l'AND. Ces consultations visent à initier un dialogue continu et durable entre toutes les parties prenantes-clés, recueillir les idées de projets soutenables et pré-identifier les entités publiques et privées qui pourraient potentiellement être éligibles au processus d'accréditation nationale. La nomination des futures entités nationales accréditées est une condition nécessaire à l'accès direct du pays au FVC. La mise en place de ces entités nationales accréditées permettra au pays d'accéder directement aux financements du FVC sans passer par d'autres instances internationales ou régionales intermédiaires. A terme, ce seront les entités nationales accréditées qui auront pour rôle de procéder à la structuration des projets, veiller au respect de l'appropriation nationale et rendre compte des réalisations aussi bien au gouvernement malagasy qu'au FVC. L'appel à manifestation d'intérêt pour la constitution d'une liste restreinte en vue de l'accréditation d'entités nationales sera lancé courant septembre 2020.

### Implication attendue du secteur privé

La collaboration avec le secteur privé constitue un élément déterminant du Fonds et occupe un aspect transversal de toutes ses opérations en matière d'accréditation, de développement et de gestion de portefeuille. En effet, le FVC vise à promouvoir un changement de paradigme en faveur des voies de développement à faibles émissions de carbone et résilientes aux changements climatiques. Le processus actuel arrive à un moment où de plus en plus d'acteurs du secteur privé malagasy saisissent non seulement l'urgence de répondre aux changements climatiques, mais aussi les opportunités offertes par les instruments de financement du FVC pour conduire des investissements durables et résilients. Notons au passage que de plus en plus d'entreprises malagasy sont aujourd'hui soucieuses de la protection de leurs systèmes de production face aux risques et perturbations présentés par des événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et par des changements climatiques inhérents.

## Economie

# FONDS VERT POUR LE CLIMAT

## BIENTÔT LE LANCEMENT DU PROCESSUS D'ACCREDITATION NATIONALE POUR MADAGASCAR

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/08/20/fonds-vert-pour-le-climat-bientot-le-lancement-du-processus-daccreditation-nationale-pour-madagascar/>

### Partenariats

Le FVC prévoit huit domaines stratégiques **d'investissement**, notamment la production et **l'accès à l'énergie** ; le transport ; les bâtiments, villes, industries et équipements ; les forêts et occupation des terres ; la santé, la sécurité alimentaire et la qualité de **l'eau** ; les moyens de subsistance des communautés ; les infrastructures et constructions ; et enfin les écosystèmes et services écosystémiques. Selon ses promoteurs, il est possible de collaborer avec le FVC soit en co-finançant des investissements sans risque, soit en bénéficiant du Fonds (sous forme de subventions, prêts, apports en capitaux, garanties) à travers des entités accréditées, ou encore en se portant candidat dans le processus **d'accréditation** nationale. Les acteurs du secteur privé ainsi que les institutions financières et établissements financiers spécialisés seront prochainement conviés à des tables-rondes en ligne pour plus de détails autour du Fonds Vert pour le Climat.



## ENVIRONNEMENT MARIN

### FAIBLE MOYEN POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION

<https://lexpress.mg/21/08/2020/environnement-marin-faible-moyen-pour-lutter-contre-la-pollution/>

Cinquante millions de dollars, **c'est** le coût du nettoyage des écosystèmes que l'île Maurice devra déboursier après la récente marée noire. Mais les coûts du rétablissement à long terme **s'avèrent** plus coûteux. Les impacts de ce déversement sur l'**environnement** marin, la santé humaine, le tourisme et les moyens de subsistance, seront critiques.

Le WWF préconise des solutions de renforcement pour se préserver de telles catastrophes. Pour cette institution, il **s'agit d'arriver** à disposer **d'un** financement adéquat pour l'**Organe** de lutte contre les événements de pollution (OLEP), rattaché au Ministère de l'**Environnement** et du Développement Durable de Madagascar. Les cotisations que les pays doivent **s'acquitter** pour le bon fonctionnement de l'**OLEP** ne sont pas honorées.

Pourtant, **c'est l'organe** de coordination sous régional qui assure la lutte contre la pollution maritime. Il renouvelle les matériels de lutte contre les pollutions marines, qui datent d'une décennie. Il est à noter que les absorbants sont à usage unique. Les pays utilisateurs, en cas de déversement, doivent remplacer rapidement les matériels utilisés, selon la Convention sur les Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL).





MADAGASCAR  
19 Août 2020

## Société

CIRCULATION

### INQUIETUDE DES TRANSPORTEURS SUR LES PROJETS DE REGLEMENTATION DES TRANSPORTS COMMUNS A LA REPRISE

<https://web.facebook.com/2424.mg/videos/222795185797869>

Les débats ont été vifs durant la rencontre entre l'**Agence** des transports terrestres (ATT) et les transporteurs opérant sur les lignes nationales et régionales ce mercredi 19 août. Les propositions soumises par l'**Etat** ne semblent pas trop convenir aux transporteurs, qui, après cinq mois de chômage forcés, tentent de refaire fonctionner leurs business. Ils ont avancé des contre-propositions, mais le dernier mot revient à l'**Etat**.



# MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités régionales



## LA REUNION MENACEE PAR LA POLLUTION: NAUFRAGE DE WAKASHIO

[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/maurice/naufage-du-wakashio-la-reunion-menacee-par-la-pollution\\_4077203.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/maurice/naufage-du-wakashio-la-reunion-menacee-par-la-pollution_4077203.html)

Le MV Wakashio continue de déverser son fioul [sur les côtes mauriciennes](#) et pourrait peut-être bientôt toucher les plages de La Réunion. La France participe aux secours et a déjà envoyé du matériel de pompage, ainsi que des barrages flottants. "Sur les plages réunionnaises, malheureusement, on peut redouter **l'arrivée** de boulettes (**d'hydrocarbures**). **C'est** le scénario du pire, mais on doit **s'y** préparer", a déclaré le ministre des Outre-mers, Sébastien Lecornu.

Une opération périlleuse

**L'essentiel** du fioul, contenu dans les cuves du pétrolier, a pu être pompé à temps, mais depuis deux jours, un important morceau de sa coque **s'est** détaché. Pour éviter des dégâts supplémentaires, la partie du bateau vidée de son fioul sera remorquée, puis coulée au large. Il reste cependant à **l'intérieur** 200 tonnes de carburant, dissimulées dans les cales, et qui continuent de **s'échapper** des entrailles du bateau. **L'opération** est périlleuse, et elle pourrait provoquer **l'arrivée** des boulettes **d'hydrocarbures** sur **l'est** de La Réunion.



## MAURICE

REOUVERTURE DES FRONTIERES :  
L'INDECISION DES AUTORITES NUIT AU TOURISME  
PLUS QUE LE COVID-19

<https://www.lexpress.mu/article/381491/reouverture-frontieres-lindecision-autorites-nuit-au-tourisme-plus-que-covid-19>

Après le Covid-19 et l'**indécision** sur la réouverture des frontières, au tour de la ma-  
rée noire causée également par de l'**indécision, d'éloigner** les touristes de nos plages.» C'est le magazine touristique Tourmag.com qui écrit ces tristes lignes. L'**auteur** de l'**article** commence par un résumé de l'**affaire** Wakashio en rappelant que 1 000 tonnes d'**hydrocarbures** ont été déversées dans notre lagon description déjà peu ragoûtante pour les touristes et parle des dégâts à la faune et la flore.

L'**auteur** souligne l'**inaction** des autorités durant plus de 10 jours en citant même une source des autorités portuaires qui affirme que le navire n'**avait** pas de fissure au moment du naufrage ; et le gouvernement qui aura attendu la fissure et le déversement pour agir. Il rappelle que le pays a pourtant été victime de deux telles catastrophes en 2011 et 2016.

Ce qui fait dire à un intervenant, Jean-François Rial, PDG de Voyageur du Monde : «Quand cela devient aussi régulier, ce ne sont plus des accidents mais une faute.» Pour un autre invité du journal, Gilbert Cisneros, patron d'**Exotismes** à Marseille qui envoie au moins 20 000 touristes français chaque année à Maurice, le maintien de la fermeture des frontières mauriciennes «laisse penser que l'**épidémie** n'est pas vraiment maîtrisée à Maurice, que le pays n'**arrive** pas à avoir un encadrement sanitaire safe et que donc le gouvernement cache même peut-être des choses...»

En attendant, affirme-t-il, les Maldives et les Seychelles sont en train de prendre le leadership du haut de gamme dans l'**océan** Indien. Pour ce voyageur, la faillite d'**Air** Mauritius n'a fait qu'**ajouter** aux doutes des touristes potentiels qui craignent soit de voir leur billet annulé au dernier moment ou de ne pouvoir rentrer en France promptement, en cas de cessation des vols de MK. L'**article** couvre aussi abondamment la colère des Mauriciens mais aussi le travail de nettoyage effectué par ces derniers avec des moyens «dérisoires» tout en mettant leur santé en danger. Le refus du PM d'**endosser** la responsabilité de cette catastrophe est aussi mentionné.

Précisons cependant que depuis lundi les Seychelles n'**admettent** plus de voyageurs venant de France sauf exception jusqu'à nouvel ordre.